

<https://ricochets.cc/Gaza-8075.html>



Génocide israélo-américain à Gaza : vers une pause des massacres ?

- Les Articles -



Publication date: jeudi 16 janvier 2025

Copyright © Ricochets - Tous droits réservés

Après 15 mois de crimes à Gaza qui dépassent l'entendement, voici peut-être une pause, un cessez-le-feu, un arrêt durable des carnages ? Rien n'est moins sûr vu l'acharnement des génocidaires, et rien n'est réglé, tout a empiré.

Et les macronistes et leurs amis sont toujours en dessous de tout, Macron a même fourgué la légion d'honneur à « Blinken le sanguinaire » !



Génocide israélo-américain à Gaza : vers une pause ?

Un cessez-le-feu à Gaza, et après ?

Des scènes de liesses sur un champ de ruine. Ce sont les images qui nous parviennent de Gaza, ce mercredi 15 janvier 2025 au soir, après l'annonce d'un accord de cessez-le-feu entre le Hamas et Israël.

La trêve pas encore officiellement actée

Le Qatar, pays médiateur, précise que l'accord n'est pas encore bouclé et qu'il « entrera en vigueur le dimanche 19 janvier » avec une première phase de « 42 jours » qui comprend « un cessez-le-feu ainsi que le retrait des forces israéliennes vers l'est, loin des zones peuplées » et la libération de tous les prisonniers israéliens.

Il reste une étape importante : le Premier Ministre israélien Netanyahu dit dans un communiqué glacial que l'accord « ne sera publié qu'après la finalisation des derniers détails ». Il doit notamment être validé ce jeudi par les dirigeants israéliens. La frange la plus radicale des fascistes sionistes s'y oppose déjà.

« L'accord qui sera présenté au gouvernement est un accord mauvais et dangereux pour la sécurité de l'État d'Israël », a déclaré Bezalel Smotrich, ministre d'extrême droite. Les ministres de son parti voteront contre l'accord. Cette tendance espérait l'anéantissement total de la population de Gaza, et la colonisation de son territoire.

Le ministère des affaires étrangères français, qui a été en dessous de tout depuis octobre 2023, salue « la conclusion d'un accord de cessez-le-feu et de libération des otages à Gaza ». De son côté, l'ancien Ministre de la Défense Yoav Gallant, visé par un mandat d'arrêt international pour crimes contre l'humanité, a remercié « l'administration américaine sortante et [le] nouveau président américain [Donald] Trump d'avoir fait pression sur toutes les parties ». En effet, Donald Trump a promis à plusieurs reprises « l'enfer au Moyen-Orient » si les otages n'étaient pas libérés d'ici son investiture. Ce qui explique en partie la conclusion de ce cessez-le-feu.

Israël continue de tuer

Pour l'instant, rien n'est encore acté, et le sang continue de couler. Alors que l'on se réjouit à Gaza, Israël continue de bombarder la zone. Ce mercredi soir, la défense civile de la bande de Gaza a annoncé la mort de vingt personnes dans des frappes israéliennes survenues après l'annonce de la trêve. L'aviation coloniale a mené trois frappes distinctes. Avant ce massacre, au moins 27 Palestiniens avaient déjà été tués dans la journée de mercredi par des bombardements. Jusqu'à la dernière seconde avant l'accord, l'armée israélienne tirera sur Gaza.

Rien n'est réglé

« Le Hamas a recruté presque autant de nouveaux militants qu'il en a perdus » depuis octobre 2023, affirment les renseignements américains. Israël a créé une génération entière de jeunes palestiniens qui n'ont plus rien à perdre, qui ont vécu l'horreur absolue et passeront le reste de leur vie à vouloir se venger de la barbarie qu'on leur a fait subir.

Il est d'ailleurs extraordinaire que les combattants palestiniens aient encore des capacités militaires et opérationnelles après presque un an et demi de pilonnage et de massacres commis avec les armes les plus sophistiquées de l'histoire.

Côté israélien, les fascistes restent au pouvoir, la colonisation de la Cisjordanie continue, et les délires messianiques de « Grand Israël » n'ont jamais été aussi répandus dans la population. Rien ne dit que la trêve durera.

L'avenir assassiné

Quel horizon reste-t-il pour les survivants à Gaza ? Plus de 60% du territoire est détruit, plus rien n'est habitable, il n'y a plus d'administration, d'écoles ou d'hôpitaux, 2 millions de personnes sont déplacées. Même si les armes se taisent, des milliers de personnes mourront des suites de leurs blessures.

Le 10 janvier, une étude parue dans la prestigieuse revue médicale britannique The Lancet estimait que le nombre de morts à Gaza, au cours des neuf premiers mois de guerre, était supérieur d'environ 40% à celui communiqué par le ministère de la Santé du territoire palestinien, qui faisait état de 37.877 morts.

Le Lancet évalue ce bilan entre 55.298 et 78.525 décès en neuf mois, soit 1 habitant sur 30. En France cela correspondrait à 2,3 millions de morts, dont 1,5 millions de femmes et d'enfants. Il faut y ajouter au moins 130.000 blessés et amputés, soit 1 habitant sur 15.

Au total, à Gaza, 1 habitant sur 10 est mort ou blessé ou amputé, dont 2/3 de femmes et enfants

Génocide israélo-américain à Gaza : vers une pause des massacres ?

À l'échelle de la France cela correspondrait à 4,6 millions de blessés et amputés. Au total, à Gaza, 1 habitant sur 10 est mort ou blessé ou amputé, dont 2/3 de femmes et enfants selon cette étude.

Une autre estimation parue dans *The Guardian* en septembre dernier évaluait le nombre de morts à Gaza à **335.500 en onze mois**, sachant qu'aucun bilan officiel ne peut être connu, puisqu'Israël a détruit l'intégralité du système de santé et qu'une grande partie des morts est coincée sous les décombres ou victimes de maladies et de famine.

Enfin, en décembre dernier, 96% des enfants palestiniens pensaient que leur mort était imminente, selon une étude réalisée par une ONG basée à Gaza et publiée par *The Guardian*. 49% des enfants disent même souhaiter mourir. Un traumatisme psychologique de masse. Que vont devenir ces enfants ?

▶ source, avec liens : <https://contre-attaque.net/2025/01/16/un-cessez-le-feu-a-gaza-et-apres/>



Génocide israélo-américain à Gaza : vers une pause ?



Génocide israélo-américain à Gaza : vers une pause ?

USA : les démocrates envoient 8 milliards de dollars supplémentaires d'armement à Israël

Biden, un soutien militaire et diplomatique déterminant pour les fascistes sionistes.

Jusqu'à la dernière minute de son mandat, Joe Biden soutiendra de toutes ses forces le génocide en cours, commis par Israël à Gaza.

Ce samedi 4 janvier 2025, alors que le vieillard démocrate - par ailleurs en état de sénilité tellement avancé qu'il n'a même pas pu se représenter - n'est plus président que pour quelques jours, la Maison Blanche a annoncé la ventes de 8 milliards de dollars d'armes américaines à Israël. Notamment des munitions qui seront utilisées pour continuer à massacrer des enfants.

Le gouvernement Biden piétine une nouvelle fois la mobilisation massive de la jeunesse contre le colonialisme israélien. Un mépris et une inhumanité qui ont probablement contribué à la défaite du camp démocrate face à Donald Trump.

Ce même 4 janvier, au moins 19 palestiniens, dont huit enfants étaient assassinés par des frappes israéliennes à Gaza, selon les secours sur la place. Une bombe est notamment tombée sur la maison de la famille al-Ghoul, dans la ville de Gaza, tuant onze personnes : toute une famille décimée.

Depuis quinze mois, Israël a tué plusieurs dizaines de milliers d'habitant.e.s de Gaza, en grande partie avec des armes livrées par les USA. Un bilan exact est devenu impossible, puisque toute l'administration et la quasi-totalité des hôpitaux ont été détruits, et que la plupart des corps sont sous les décombres ou dévorés par des chiens et chats errants. **Des chercheurs ont estimé le nombre de victimes depuis octobre 2023 entre 100 et 300.000. Un chiffre terrifiant qui représente plus de 10% de la population de Gaza. Plus de deux millions de personnes souffrent également de famine. Les ONG, la justice internationale et de nombreux experts parlent de génocide depuis des mois, sans que les démocrates états-uniens ne modifient quoi que ce soit à leur soutien à Israël.**

Sans ce soutien sans faille, le gouvernement fasciste israélien n'aurait jamais pu mettre en oeuvre son massacre. Les États-Unis ont déjà validé le 13 août dernier la vente de 20 milliards de dollars d'armements à Israël, comprenant 50 avions de chasse F-15, 33.000 munitions pour tanks et 50.000 obus de mortiers. Quelques mois plus tôt, en avril, les USA avaient un plan « d'aide » de 13 milliards de dollars pour Israël.

Le 24 juillet, Netanyahu est intervenu devant le Congrès des USA, et a été porté en triomphe par les élus présents. Il avait notamment déclaré que « pratiquement aucun civil » n'a été tué à Gaza par l'armée israélienne, avant d'être applaudi et acclamé.

Sur le plan diplomatique, les USA ont systématiquement posé leur veto à toute résolution de cessez-le-feu à Gaza, empêchant, par leur seul vote, une décision ultra-majoritaire au sein de l'ONU. De même, les USA ont annoncé qu'ils n'appliqueraient pas le mandat d'arrêt international contre Netanyahu, et ont multiplié les coups de pression contre la Cour Pénale Internationale pour empêcher les poursuites.

Israël est le bénéficiaire le plus important de l'aide américaine vers l'étranger. Depuis la fondation de l'État colonial en 1948, les USA ont donné environ 159 milliards de dollars à Israël, dont 130 milliards dans la

Génocide israélo-américain à Gaza : vers une pause des massacres ?

défense et l'armement. Sans les USA, Israël n'aurait jamais pu exister sous cette forme : celle d'un État militarisé, raciste et génocidaire. Et n'aurait pas pu commettre ni les violences et les vols de terre depuis des décennies, ni les crimes atroces de ces derniers mois.

Les Démocrates nord-américains sont souvent présentés par les médias européens comme les « gentils » progressistes face aux « méchants » républicains. On oublie bien vite leur longue histoire impérialiste et criminelle. **Il n'y a pas de gauche aux USA, il y a deux grands partis de droite, et les démocrates sont parfois encore plus militaristes et violents que leurs adversaires.**

Au XIXe siècle, lors de sa fondation, le parti Démocrate est esclavagiste, et dirigée par des planteurs sudistes, alors que le parti républicain est abolitionniste. À cette époque, la doctrine Monroe pose les bases de l'impérialisme États-Uniens, qui consiste à asseoir son influence sur toute l'Amérique Latine, et qui donnera lieu à tous les coups d'État à venir fomentés par les USA, en Haïti comme au Nicaragua, au Guatemala comme au Chili.

Truman, président Démocrate à la fin de la seconde guerre mondiale, ordonne le lancement de bombes nucléaires sur le Japon - un épouvantable crime contre l'humanité qui n'était pas nécessaire dans le cadre de la guerre en cours, mais qui visait à impressionner l'URSS et le monde - puis il soutient le projet sioniste et envoie son armée en Corée, dans un conflit atroce qui fait plus de 2 millions de morts. Entre 1946 et 1949, les USA prennent également part à la guerre civile en Grèce, afin d'aider les soldats royalistes à écraser les communistes. Il y a 150.000 morts, les militants de gauche sont assassinés, torturés ou envoyés en prison.

Des décennies plus tard, c'est encore un président Démocrate, Barack Obama, qui fait la guerre plus longtemps que tous ses prédécesseurs : avec des combats en Afghanistan, Irak et Syrie, il a passé deux mandats entiers à la tête d'un pays en guerre. Son vice-président à l'époque ? Un certain Joe Biden. Obama a fait par ailleurs inculper plus de lanceurs d'alerte sur la base d'une loi nommée « Espionnage Act » que tous les autres présidents, inculquant notamment Edward Snowden, ancien agent de la CIA ayant dénoncé des programmes de surveillance de masse.

Joe Biden conclut ainsi son mandat par une infamie qui ne laissera qu'une trace de sang dans les livres d'histoire. Une de plus, parmi les nombreuses laissées par son pays et son parti.

► source :

<https://contre-attaque.net/2025/01/06/usa-les-democrates-envoient-8-milliards-de-dollars-supplementaires-darmement-a-israel/>



Génocide israélo-américain à Gaza : vers une pause ?

Gaza : le génocide continue, deux héros palestiniens tués par Israël

Si le génocide en cours à Gaza s'éloigne peu à peu des radars médiatiques occidentaux, il ne s'arrête pas pour autant. Au contraire, ces dernières semaines, Israël multiplie les bombardements et assassinats par drone dans l'enclave palestinienne, livrée à la barbarie et à la destruction totale.

Pour s'en rendre compte, voici deux chiffres terrifiants : 96% des enfants palestiniens pensent que leur mort est imminente, selon une étude réalisée par une ONG basée à Gaza et publiée par The Guardian. 49% des enfants disent même souhaiter mourir. S'ils en réchappent, que vont-ils devenir ? Toute une génération est sacrifiée et traumatisée.

Un second chiffre : 335.500 morts à Gaza. C'est une estimation elle aussi publiée par The Guardian, sachant qu'aucun bilan officiel ne peut être connu, puisqu'Israël a détruit l'intégralité du système de santé et administratif, et qu'une grande partie des morts est coincée sous les décombres ou victimes secondaires de maladies et de famine.

Au début de l'année, la revue médicale The Lancet avait publié une estimation du nombre de victimes à Gaza qui évaluait le nombre d'environ 186.000 décès au total en juin 2024, ce qui représente environ 7,9% de la population de Gaza. Si les décès continuent à ce rythme - autour de 23.000 par mois - le nombre de morts entre octobre 2023 et décembre 2024 pourrait s'élever à plus de 330.000.

Parmi ce nombre inconcevable de victimes anonymes, deux figures célèbres de Gaza viennent d'être tuées.

Khaled Nahban

Khaled Nahban, grand-père palestinien, avait ému le monde entier en novembre 2023. Ses petits enfants, Reem et Tarek, venaient d'être tués par une frappe aérienne israélienne alors qu'ils dormaient dans leur lit. Khaled avait été filmé en train d'enlacer tendrement le corps sans vie de la petite Reem, âgée de 3 ans, en lui caressant le visage et les cheveux en guise d'ultime adieu. Il s'adressait à l'enfant en ces termes déchirants : « L'âme de mon âme ». La tragédie, diffusée sur les réseaux sociaux, avait retourné le cœur de quiconque dispose encore d'un peu d'humanité.

À l'époque, ces images bouleversantes avaient même circulé dans de nombreux grands médias occidentaux, sauf en France, où aucune chaîne de télé n'avait osé diffuser la vidéo ni parler de cette famille dévastée par l'agression militaire sur Gaza. Il ne fallait surtout pas humaniser les victimes palestiniennes, ni montrer au public français la barbarie de l'armée israélienne.

Khaled Nahban déclarait : « Reem était ma chérie, mon trésor. Mon cœur est brisé. Je me réveille chaque jour avec les yeux en larmes. Nous partagions la même maison, et je jouais avec elle tous les jours. Je ne l'appelais pas seulement 'mon trésor', mais aussi 'mon cœur, mes deux yeux'. Elle me manque terriblement ». Depuis un an, il s'était engagé dans des actions caritatives pour soutenir les habitant-es dans le besoin et participait à des distributions de nourriture.

Le 16 décembre, cet homme qui était devenu malgré lui un symbole du deuil et de la dignité a été tué par une frappe aérienne, dans le camp où sa petite-fille avait été tuée.

Mahmoud Al-Madhoun

Mahmoud Al-Madhoun, âgé de 33 ans et père de 7 enfants, était une autre figure de l'extraordinaire résistance du peuple de Gaza. Dans le chaos, il avait réussi à monter une association nommée « Gaza Soup Kitchen », qui nourrissait depuis le mois de février entre 400 et 800 familles vivant au nord de l'enclave.

Sur des vidéos en ligne, on voyait cet homme moustachu et jovial préparer de la nourriture dans de grandes marmites. Comptant une quarantaine d'autres bénévoles, la « Gaza Soup Kitchen » dispose de cinq cuisines de fortune, trois au nord et deux au sud du territoire palestinien. Le groupe fournissait notamment des repas au personnel médical de l'hôpital de Beit Lahya, le dernier centre de soin au nord de Gaza, qui avait eu le courage de rester malgré les multiples menaces de l'armée israélienne.

Avec les dons récoltés en ligne, Mahmoud Al-Madhoun avait aussi créé la clinique Salam Al-Ramly et fondé une école, reconnue par l'Autorité palestinienne. Il y avait installé un panneau, visible depuis le ciel, où figuraient un drapeau américain et la phrase écrite en hébreu : « Pas de bombardement, s'il vous plaît ». Le 3 novembre, l'établissement scolaire avait été détruit dans une frappe aérienne, après 6 mois seulement d'existence.

Ce héros ordinaire a été tué le 30 novembre par un drone militaire israélien, qui l'a délibérément visé. Le frère aîné de la victime en est certain : « Ce n'était pas un hasard, mais un assassinat ciblé. Il a été visé » pour son engagement.

Lorsqu'il a été abattu, Mahmoud Al-Madhoun, approchait de l'hôpital de Beit Lahya avec des légumes pour les patients. Sa dernière fille, Aline, était née deux semaines plus tôt.

Un ami du trentenaire, présent sur place, explique au journal Le Monde : « J'ai tenté de le sauver en l'emmenant à l'hôpital sur une charrette, avec des voisins. Mais c'était impossible ». Plusieurs snipers de l'armée israélienne ont commencé à tirer dans la zone autour de l'hôpital, empêchant le fondateur de la « Gaza Soup Kitchen » d'être pris en charge. Il est décédé 30 minutes après avoir reçu le tir et a été enterré « au bord d'une rue », faute de véritable sépulture.

Le 2 décembre 2023, son frère aîné avait déjà été tué, avec sa femme et leurs quatre enfants, à proximité du lieu où Mahmoud Al-Madhoun a été abattu il y a quelques jours. Son fils aîné avait aussi été gravement blessé dans une frappe aérienne en septembre, et lui-même avait été arrêté deux fois par l'armée israélienne. Il confiait encore récemment que sa « plus grande victoire » était d'avoir survécu à une année d'offensive israélienne terrible.

Le mois dernier, la Cour pénale internationale a émis des mandats d'arrêt contre le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu et son ancien ministre de la Défense, Yoav Gallant, pour crimes de guerre et crimes contre l'humanité. Israël est également visée par des accusations de génocide devant la Cour internationale de justice. Pourtant, la France a annoncé qu'elle n'arrêterait pas Netanyahu, violant ainsi toutes les règles élémentaires du droit international pour soutenir inconditionnellement l'État génocidaire.

► source, avec des liens en complément :

<https://contre-attaque.net/2024/12/20/gaza-le-genocide-continue-deux-heros-palestiniens-tues-par-israel/>

DIVERS

- [A Gaza, des milliers de malades et de blessés risquent de mourir faute d'évacuation médicale](#) - Le nombre d'évacuations a drastiquement diminué depuis mai. L'Organisation mondiale de la santé estime que plus

de 12 000 patients doivent être rapidement transférés hors de l'enclave assiégée par Israël.

- [Bling bling bling, c'est Noël chez Carrouf et BNP !](https://rebellyon.info/Bling-bling-bling-c-est-Noel-chez-Carrouf-27204) - <https://rebellyon.info/Bling-bling-bling-c-est-Noel-chez-Carrouf-27204>
- [Premier concerné, premiers concernés](#) - En tant que premier concerné je ne peux que le constater. Être premier concerné est la condition préalable à l'écriture de ces lignes : ce qui la motive et lui donne une légitimité aux yeux des autres. En tant que premier concerné, ma parole doit elle aussi être resituée dans un espace et une temporalité plus large, ceux d'une conflictualité émergente au sein de la communauté juive de France. J'aurais pu faire partie de ces hypothétiques 92% mais des conjonctures sociales, psychologiques et historiques m'ont déterminé à adhérer à un collectif juif antisioniste.
- [Répression : 7 militants déférés au tribunal pour des drapeaux palestiniens lors d'un match de basket](#) - Ce vendredi, sept militants ont été déférés au Tribunal judiciaire de Nanterre pour avoir sorti des drapeaux palestiniens pendant le match de basket opposant Nanterre 92 et le club israélien Hapoël Holon. Une répression dure qui s'inscrit dans la criminalisation de la solidarité avec la Palestine.
- [Penser l'articulation entre la lutte contre l'antisémitisme et la lutte contre le colonialisme israélien](#) - Dans un contexte de montée de l'antisémitisme en France, de guerre coloniale à Gaza, et plus récemment de polémique sur le caractère antisémite des violences à Amsterdam en novembre 2024, un épisode qui vise à poser les jalons d'une articulation entre la lutte contre l'antisémitisme et la lutte contre le colonialisme israélien. Une émission de Sortir du capitalisme
- [Penser l'articulation entre la lutte contre l'antisémitisme et la lutte contre le colonialisme israélien \[Radio\]](#) - Dans un contexte de montée de l'antisémitisme en France, de guerre coloniale à Gaza, et plus récemment de polémique sur le caractère antisémite des violences à Amsterdam en novembre 2024, un épisode qui vise à poser les jalons d'une articulation entre la lutte contre l'antisémitisme et la lutte contre le colonialisme israélien - avec Armand Paris de l'équipe de Sortir du capitalisme.
- [Gaza : l'assaut génocidaire sur l'hôpital Kamal Adwan](#) - L'armée israélienne a lancé un raid sur l'hôpital Kamal Adwan au nord de Gaza, où 350 personnes étaient encore présentes au moment de l'attaque. Le personnel féminin a déclaré aux journalistes avoir été contraintes par les soldats de se dévêtir et d'avoir été battues en cas de refus.
Cet assaut contre l'hôpital Kamal Adwan n'est nullement fortuit. Un rapport de l'ONU fait état de près de 500 attaques israéliennes contre des établissements de santé à Gaza du 7 octobre 2023 au 30 juin 2024. Ces attaques visent à la destruction du système de santé gazaoui et ne peuvent être comprises que dans le cadre d'une logique de génocide visant à raser Gaza et à y empêcher toute forme de vie.
Nous assistons à un génocide en direct et nous observons chaque jour le silence complice des médias dominants en Occident. La structure coloniale des sociétés occidentales n'a jamais été aussi manifeste. Nous voyons et vivons dans nos chairs la déshumanisation des vies palestiniennes, des vies arabes. Avec Gaza, le monde s'est révélé dans sa cruauté la plus abjecte. C'est à Gaza que se défend notre humanité.
À Hussam Abu Safiyeh, le directeur de l'hôpital Kamal Adwan, kidnappé par les soldats du génocide.
À Kamal Adwan, figure de la résistance palestinienne, tué en 1973 par un commando israélien à Beyrouth.
À la résistance en Palestine et au Liban. (...)
- [Le crime du XXIe siècle](#) -
J'ai vu cette image. Qui l'a vue ? Combien d'entre nous l'ont vue ? Une couverture « princesses Disney » : Arielle, Belle et Cendrillon servant de linceul au corps d'un enfant, d'une enfant, déterrée à main nue de l'immeuble bombardé. Publié sur Les Mots Sont Importants. Ce qu'Edward Bond nous dit de Gaza (...) Il n'y a plus de tombes à Gaza. Au début, ils déterraient des corps de sous les décombres et cherchaient à les enterrer, mais les chars ou les bulldozers israéliens ont rasé les cimetières. Puis il a fallu reconstituer les corps : « Après une frappe de missile, tout le monde cherche des débris de corps pour reconstituer l'être cher. Partout dans le monde, être une bonne mère consiste à nourrir ses enfants et à les garder au chaud, à Gaza cela consiste à les enterrer entiers. », et enterrer les enfants de ses propres mains. (...)
- [Essonne : nouvelle action contre la BNP, partenaire du génocide](#) : Cette banque française est en effet la plus compromise dans le soutien à la colonisation de la Palestine par Israël. Le dernier rapport de Don't Buy Into Occupation, une coalition d'organisations palestiniennes et européennes, révélait en septembre dernier son palmarès européen du financement des entreprises impliquées dans l'industrie coloniale et génocidaire, pour 28 milliards de dollars. (...)



Génocide israélo-américain à Gaza : vers une pause ?

Otage à Gaza : les mots sont importants

Une militaire israélienne est décrite comme une « otage », des civils palestiniens enfermés en dehors de tout cadre légal sont appelés « prisonniers »

Encore une opération de manipulation des médias français à propos de Gaza : « otage », « 19 ans », « Hamas ». Ce sont les mots diffusés par la quasi-totalité des organes de presse le 5 janvier 2025.

Une vidéo de Liri Albag, israélienne détenue depuis le 7 octobre 2023 à Gaza, a été diffusée pour réclamer de nouvelles négociations. Le Hamas réclame un échange réciproque de prisonniers palestiniens et israéliens. Des négociations refusées catégoriquement par le gouvernement fasciste israélien, qui préfère depuis 15 mois poursuivre son opération génocidaire à Gaza plutôt que d'obtenir la libération de ses propres ressortissants.

En décembre 2023, l'armée israélienne avait même abattu dans les ruines de Gaza des captifs israéliens qui étaient torse nus, agitant des drapeaux blancs et parlaient hébreu, tellement les soldats sont conditionnés à tirer sur tout ce qui bouge. Et Netanyahu a refusé plusieurs propositions de trêve, malgré la demande insistante des familles israéliennes et les manifestations.

Mais revenons à Liri Albag. Elle est présentée comme une jeune femme de « 19 ans » - son âge est systématiquement mis en avant, contrairement à celui des victimes palestiniennes - et comme une « otage ». Par contre, AUCUN média n'a précisé qu'il s'agit d'une militaire. Ce qui change beaucoup de choses.

Liri Albag a été capturée le 7 octobre 2023 au matin, alors qu'elle était en tenue de soldat, sur la base militaire israélienne de Nahal Oz, située en bordure de Gaza. Son groupe, l'unité 414, est chargé de surveiller la frontière militarisée qui enferme Gaza depuis 2007, et à utiliser les tourelles d'artillerie télécommandées installées sur le mur de séparation, contre les palestiniens. En clair : tirer sur quiconque s'approche trop près du mur de démarcation.

Ces militaires sont chargés de contrôler les caméras de surveillance le long de cette frontière, et d'envoyer des forces en cas d'incidents potentiels. L'unité 414 dispose aussi de tireurs d'élite. En 2018, de grandes marches pacifiques de palestiniens ont essayé de s'approcher du mur, pour dénoncer l'apartheid israélien. L'armée coloniale a ouvert le feu sur ces civils désarmés, causant plus de 200 morts et 29.000 blessés, dont plus de 7.000 par des tirs à balles réelles.

En plus de tirer sur des civils, les soldat-es qui gardent ce mur violent le droit international. Depuis 2014, le mur est déclaré illégal par la Cour Internationale de Justice, et des associations de défense des droits de l'Homme comme Amnesty International le considèrent comme un rouage essentiel du système d'Apartheid mis en place par Israël à l'encontre des palestiniens.

Le 7 octobre 2023, jour de sa capture, l'unité de Liri Albag a tiré sur les membres du Hamas qui s'approchaient de la frontière. Des images publiées par l'armée israélienne montrent des ombres avançant vers le poste de l'unité 414 qui tombent sous les rafales israéliennes et touchés par une munition explosive. Par la suite, le commando du Hamas a réussi à prendre la base, et a capturé des soldats. Notamment Liri Albag.

Pourquoi toutes ces explications sont-elles importantes ? Parce que cette israélienne n'est pas une jeune otage civile, comme l'insinuent nos médias. Il s'agit d'une sentinelle militaire chargée de protéger un mur illégal, qui a fait feu sur l'ennemi, et a été capturée au combat. C'est une prisonnière de guerre.

Certes, elle était incorporée dans le cadre de son service militaire. Mais les soldats français ou allemands enrôlés de force et capturés au combat dans les deux guerres mondiales aussi, et il n'étaient pas considérés comme des « otages ».

Sur la vidéo diffusée le 5 janvier par le Hamas, Liri Albag est vivante, elle n'est pas amaigrie, donc nourrie malgré le siège et la destruction intensive de Gaza. Elle semble ainsi mieux traitée que les centaines de milliers de victimes de l'armée Israélienne, et des deux millions de gazaouis qui souffrent de famine.

Ces articles de presse et la diffusion de la vidéo de Liri Albag dans les réseaux pro-israéliens sont accompagnés de commentaires dénonçant « l'atrocité » de cette captivité. Des commentaires qui montrent une fois de plus l'incroyable double standard de ces gens. Depuis 15 mois, le monde entier voit des enfants palestiniens démembrés, brûlés vifs et tués de balles dans la tête par l'armée israélienne. Mais les défenseurs d'Israël trouvent épouvantable la vidéo d'une militaire capturée et maintenue en bonne santé dans des conditions dantesques.

Puisqu'on parle de détention « atroce », évoquons le camp de Sde Teiman, installé par Israël en plein désert du Neguev, à 30 kilomètres de Gaza.

Il s'agit d'un camp de torture qui sert à concentrer des détenus palestiniens capturés par les soldats à Gaza. Un médecin du camp, des employés et des détenus y ont rapporté des actes de barbarie, de la violence par électrochocs lors des interrogatoires, provoquant une douleur extrême, mais aussi une déshumanisation totale : les détenus sont ligotés à des lits, les yeux bandés, déféquant dans des couches et interdits de parler. Des viols ont aussi été commis pour briser les détenus : des témoignages parlent d'insertions de tiges de métal dans l'anus, ou d'obligation de s'asseoir sur des objets pointus qui pénètrent et blessent pendant les interrogatoires, provoquant des saignements.

Suite à ces révélations sur l'usage de torture, neuf réservistes israéliens avaient été poursuivis au mois de juillet dernier. Mais dès leur arrestation, une foule armée, emmenée par des élus et des ministres d'extrême droite, avait envahi la base militaire pour les soutenir. Non seulement les soldats tortionnaires et violeurs n'ont pas été

condamnés, mais l'un d'entre eux est devenu une star de la télé.

Résumons : quand une militaire israélienne est en captivité à Gaza, c'est une « otage », et c'est le comble de l'horreur. Quand des civils palestiniens sont torturés dans un camp militaire israélien en dehors de tout cadre l'égal, ce sont des « prisonniers », et c'est anecdotique. Voilà la ligne officielle.

▶ source, et liens : <https://contre-attaque.net/2025/01/06/otage-a-gaza-les-mots-sont-importants/>



Génocide israélo-américain à Gaza : vers une pause ?

Esprit Charlie : une exposition sur Gaza censurée par le maire de Toulouse

La ville de Toulouse n'est plus rose tous les jours : le maire, Jean-Luc Moudenc, est membre du parti Les Républicains. C'est aussi un soutien de Macron qui expérimente dans la ville des politiques liberticides et anti-sociales. Il vient de décider de censurer une exposition sur Gaza organisée par l'ONG Médecins sans Frontières.

Cette mesure est scandaleuse en soi, mais le moment est particulièrement mal choisi : nous sommes précisément dans une période où tout le monde prétend célébrer la « liberté d'expression », au nom de « l'esprit Charlie », 10 ans après les attentats du 7 janvier 2015.

On l'a compris, « l'esprit Charlie », c'est le droit de faire des dessins islamophobes et d'entendre les pires réactionnaires à longueur de journée élargir le spectre des déclarations les plus infamantes. Si vous osez parler du génocide en cours à Gaza, dénoncer le racisme ou réclamer le partage des richesses, il n'y a plus de « liberté d'expression » qui vaille.

Dire et montrer la vérité est-t-il devenu un trouble à l'ordre public dans ce pays ?

La justification de la mairie de Toulouse est d'une grande perversité. Selon Jean-Luc Moudenc, cette exposition «

pose un risque évident de trouble à l'ordre public ». Un reportage documentant un massacre sèmerait le trouble ? Pour qui ? Au nom de quoi ? Qui l'a décrété ? Dire et montrer la vérité est-t-il devenu un trouble à l'ordre public dans ce pays ?

Ainsi, cette exposition est intitulée « We did what we could » - « Nous avons fait ce que nous pouvions » - est organisée par l'organisation Médecins Sans Frontière, dont la mission est de soigner les population privées d'accès à la santé, en cas de guerre, d'épidémies ou de catastrophes, dans les zones les plus démunies. Des médecins de MSF sont présents à Gaza depuis des années. **Depuis octobre 2023, Israël a tué 8 membres de MSF, et des dizaines d'autres médecins palestiniens. Voilà le véritable scandale. Voilà ce qui devrait constituer, pour tout le monde, un « trouble à l'ordre public ».**

L'exposition visait à « raconter le siège, les bombardements et l'horreur du quotidien à Gaza à travers l'expérience de ses soignants, en première ligne du conflit. [...] Ils témoignent des attaques d'Israël contre les hôpitaux et racontent leur quotidien qui rend leur mission quasi impossible : les afflux massifs de patients, les déplacés qui s'y réfugient, les pénuries de médicaments et de nourriture et les ordres d'évacuation » explique Mediapart. Elle devait se tenir du 6 au 26 janvier, dans le cadre du festival annuel Cinéma et droits de l'homme. Le vernissage était prévu le 11 janvier, en présence des dirigeantes de MSF. Il n'aura pas lieu.

Interrogée par Mediapart, la mairie de Toulouse se justifie par un prétendu « contexte local [...] tendu, notamment par l'interdiction, depuis le 7 Octobre, de plusieurs manifestations liées au conflit israélo-palestinien par la préfecture et dont la radicalité posait un problème de trouble à l'ordre public ou encore le ciblage récent de plusieurs commerces toulousains au motif de leur prétendu soutien à Israël, sur le seul motif de la judéité présumée de leur propriétaire... »

À présent, c'est MSF, une ONG fondée en 1971 et reconnue mondialement, qui est quasiment accusée d'être antisémite, en tout cas à minima assimilée à la « radicalité ». Les fanatiques pro-israéliens, dont Moudenc fait partie, n'ont plus aucune limite dans la destruction du sens des mots.

Toulouse est, rappelons-le, une ville jumelée avec Tel-Aviv. Et son maire empêche donc sa population d'avoir accès à des informations sur une situation de génocide, pour laquelle le Premier Ministre israélien est visé par un mandat d'arrêt international.

Cette nouvelle atteinte à la liberté d'expression s'inscrit dans un cadre bien plus large. En avril dernier, la députée Insoumise Mathilde Panot apprenait qu'elle était convoquée par la police pour « apologie du terrorisme ». « C'est la première fois dans l'histoire de la Cinquième République qu'une présidente d'un groupe d'opposition à l'Assemblée nationale est convoquée pour un motif aussi grave sur la base d'accusations fallacieuses » déclarait-elle.

Avant elle, la juriste franco-palestinienne et élue Insoumise Rima Hassan a été convoquée pour la même raison, et régulièrement interdite de tenir des conférences par les autorités. Parmi les convoqué-es pour « apologie du terrorisme », on trouve aussi le syndicaliste et militant révolutionnaire Anasse Kazib, la journaliste Sihame Assbague, la basketteuse Émilie Gomis - qui aussi été démise de ses fonctions dans le cadre des Jeux Olympiques - le syndicaliste CGT Paul Delescaut - qui a été condamné à un an de prison avec sursis pour un tract - des syndicalistes étudiant-es de l'École des Hautes Études en Sciences Sociales...

D'autres partis de gauche et collectifs sont menacés, par exemple le NPA. Et de nombreux meetings et événements sur la Palestine ont été interdits, alors qu'un gala suprémaciste sioniste appelant à coloniser Gaza a pu avoir lieu à Paris sous haute protection policière.

Le 11 juin dernier, l'humoriste Guillaume Meurice était licencié de France Inter pour avoir fait une simple blague

Génocide israélo-américain à Gaza : vers une pause des massacres ?

contre le Premier Ministre israélien d'extrême droite. Une mesure qui s'inscrit dans le cadre d'une purge généralisée chez France Inter à l'égard de tous les contenus trop indépendants du pouvoir.

Dans un autre registre, en juillet dernier, la chanteuse Zaho de Sagazan était censurée des radios du groupe Bolloré pour avoir déclaré « Fuck Hanouna ». Une forme de cancel culture des milliardaires.

En janvier, c'était l'affiche du nouveau spectacle de l'humoriste Waly Dia qui était censurée. On y voyait l'artiste les yeux fermés avec le visage couvert de tatouages. En haut d'une joue, à peine lisible, figurait la phrase : « Je suis comme l'IGPN, je ne suis pas là pour faire le procès des policiers ». Outrage insupportable, le visuel avait été interdit d'affichage dans le métro parisien.

En décembre 2023, à Saint-Malo, une trentaine de planches d'une bande dessinée intitulée « Koko n'aime pas le capitalisme » étaient exposées lors du festival Quai des Bulles, pour mettre à l'honneur l'artiste « tienstiens », dont la BD connaissait un grand succès. Les planches avaient été décrochées à la demande de la police municipale.

En décembre 2022, la FNAC avait censuré un jeu de société sur l'antifascisme à la demande de syndicats policiers et de groupes d'extrême droite.

On pourrait continuer la liste de ces atteintes à la liberté d'expression qui visent des artistes, créateurs et militant-es encore longtemps.

« L'esprit Charlie » ? La plus grande blague de notre époque.

► source, avec liens :

<https://contre-attaque.net/2025/01/09/esprit-charlie-une-exposition-sur-gaza-censuree-par-le-maire-de-toulouse/>

► voir aussi : [Génocide à Gaza : Moudenc censure Médecins sans frontières](#) - Moudenc a annulé l'expo de Médecins sans Frontières sur Gaza qui devait débiter le 6 janvier, avec un vernissage le 11, à l'Espace des diversités et de la laïcité.



Génocide israélo-américain à Gaza : vers une pause ?

Amicale du génocide : Macron décore le secrétaire d'Etat américain de la Légion d'Honneur

Antony Blinken est le secrétaire d'État des USA, c'est-à-dire l'équivalent du Ministre des affaires étrangères de Joe Biden. C'est lui qui est en charge de la police internationale des États-Unis et qui soutient inconditionnellement le génocide à Gaza.

Aux USA, il est surnommé « Bloody Blinken » - Blinken le sanguinaire - ou qualifié de « Secrétaire d'État au génocide ». Le 14 janvier, il a été chahuté alors qu'il prononçait un discours sur le Moyen-Orient devant l'Atlantic Council, à Washington. Des manifestant-es ont interrompu sa prise de parole à plusieurs reprises, en le qualifiant de « monstre » et de « criminel de guerre ». Une manifestante a hurlé : « Nous ne vous pardonnerons pas », ou encore « Vous avez le sang de centaines de milliers d'innocents sur vos mains ». Un autre a crié : « Votre héritage sera un génocide. Vous serez à jamais connu comme Blinken le Sanglant ».

Pourtant, c'est le même Antony Blinken qui, le 8 janvier 2025, a été décoré de la Légion d'Honneur par Macron à Paris. Alors que le gouvernement Biden va quitter ses fonctions dans quelques jours, le secrétaire d'État des USA a organisée une « tournée d'adieu » qui passait par la capitale française.

Il a ainsi reçu la plus haute distinction française, lors de ce qui a été sa dernière mission diplomatique avant le retour de Donald Trump au pouvoir. Blinken, tout content, a déclaré aux journalistes : « La France a été un partenaire indispensable pour faire progresser nos valeurs et nos priorités communes ». Lors de la cérémonie de décoration, le Ministre français des affaires étrangères, le pathétique Jean-Noël Barrot, s'est félicité : « Blinken a incarné le visage de l'Amérique que nous aimons » et a salué son travail au Proche Orient, sans dire un seul mot sur Gaza. La France n'est plus qu'une colonie des USA et de sa politique militaire.

Les faits d'armes de Blinken sont accablants. Cet homme aux idées néoconservatrices, agent du lobby de l'armement, a passé sa vie à semer la guerre et la désolation. En 2002, il se prononce pour l'invasion de l'Irak, puis en 2011 pour le bombardement de la Libye. En 2019, il affirme que le rôle des États-Unis est de « conduire le monde ».

Le soutien de Blinken aux fascistes israéliens est total. En mai 2024, malgré des preuves incontestables et de nombreuses vidéos, Blinken affirmait devant le Congrès des USA : « Nous ne pensons pas actuellement que le gouvernement israélien interdise ou limite le transport ou la livraison d'aide humanitaire ». Un mensonge éhonté.

Le blocage de l'aide humanitaire vers Gaza est même revendiqué publiquement par le ministre israélien d'extrême droite Bezalel Smotrich. Ce dernier avait publié une directive pour immobiliser les conteneurs de nourriture destinés à Gaza. Et le 5 août dernier, il disait même qu'il aimerait bloquer toute l'aide humanitaire pour exterminer les palestiniens : « Il pourrait être juste et moral de laisser mourir de faim 2 millions de Gazaouis, mais le monde ne nous laissera pas faire ». Blinken a menti, afin de permettre la poursuite de l'envoi d'armes à Israël. Il s'était également opposé à ce que les élus du Congrès puissent examiner ce que contenaient les envois d'armes à Israël, au nom de « l'urgence ».

Le samedi 4 janvier 2025, alors que Blinken, Biden et le reste du gouvernement « Démocrate » des USA n'en avait plus que pour quelques jours au pouvoir, la Maison Blanche annonçait la ventes de 8 milliards de dollars d'armes américaines à Israël. Notamment des munitions qui seront utilisées pour continuer à massacrer des enfants. Une

Génocide israélo-américain à Gaza : vers une pause des massacres ?

nouvelle livraison d'engins de mort jusqu'à la dernière minute du mandat, après que l'administration Biden se soit systématiquement opposée à une résolution de cessez-le-feu à Gaza.

La France, comme les USA, appartient au minuscule cercle des États qui ont annoncé qu'ils n'appliqueraient pas le mandat d'arrêt contre Netanyahu, émis par la Cour Pénale Internationale. Et qu'ils violeraient donc sans aucune retenue le droit international pour protéger un dirigeant génocidaire.

En France, la Légion d'Honneur est sensée décorer les personnes « méritantes ». Un héritage qui remonte à Napoléon, destiné à honorer les individus ayant rendu des « services éminents » envers la nation française. En réalité, cette Légion d'horreur décore les pires crapules, menteurs, voleurs et criminels.

On compte parmi les derniers médaillés le multimilliardaire et ami de Macron Bernard Arnault, le préfet Didier Lallement ou le PDG de Total. Antony Blinken, aux mains pleines de sang, vient de les rejoindre.

► source, avec liens :

<https://contre-attaque.net/2025/01/15/amicale-du-genocide-macron-decore-le-secretaire-detat-americain-de-la-legion-dhonneur/>